



N° DP 25/218

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION EN INVESTISSEMENT ANNEE 2025 - ASSOCIATION ASTREDHOR MEDITERRANEE - CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'UNE SALLE DE TENUE EN VASE A LA STATION DE HYERES - 13 750 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention en investissement d'un montant de 13 750 euros à ASTREDHOR MEDITERRANEE pour la construction et l'équipement d'une salle de tenue en vase à la station de Hyères en 2025,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'Association ASTREDHOR MEDITERRANEE d'un montant de 13 750 euros pour la construction et l'équipement d'une salle de tenue en vase à la station de Hyères durant l'exercice 2025 sur un budget prévisionnel global de 17 188,88 euros,

CONSIDERANT que l'un des buts essentiels d'ASTREDHOR MEDITERRANEE consiste à soutenir l'horticulture, accroître le potentiel de production, différencier les produits, améliorer la qualité et réduire les coûts de production en réalisant des études et actions de recherche appliquées,

CONSIDERANT qu'ASTREDHOR MEDITERRANEE veille à ce que les innovations développées à la station soient valorisées en entreprises et conduisent l'horticulture locale vers plus de compétitivité en respectant le cadre et l'environnement du territoire métropolitain,

CONSIDERANT que la filière doit s'adapter à de nouveaux produits, nouveaux procédés de production, aux changements énergétiques et climatiques et aux nouvelles exigences tant environnementales que sociétales,

CONSIDERANT que l'horticulture, en perpétuelle mutation, nécessite toujours plus d'innovation et de recherches appliquées pour pouvoir s'adapter,

CONSIDERANT qu'ASTREDHOR MEDITERRANEE doit constamment expérimenter en matière de diversification et d'innovation de gammes. Plusieurs espèces sont candidates sur le marché mais seules celles ayant une tenue en vase acceptable (7 jours pour le label Charte Qualité Fleurs : CQF) seront développées,

CONSIDERANT qu'ASTREDHOR MEDITERRANEE dispose des compétences en matière d'innovation des gammes et des systèmes de production ainsi que celles concernant les essais post récolte/post production sur la tenue,

CONSIDERANT qu'ASTREDHOR MEDITERRANEE doit donc investir dans une salle de tenue en vase pour limiter les coûts liés à l'externalisation de cette prestation actuellement effectuée à la salle climatique de l'INRA de Sophia Antipolis avec du personnel de la Chambre d'agriculture des Alpes Maritimes pour le suivi des tests,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Association ASTREDHOR MEDITERRANEE en vue de l'attribution d'une subvention en investissement de 13 750 euros, soit 80 % maximum du coût total de la construction et l'équipement d'une salle de tenue en vase réalisé pour l'année 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum, ci-dessus attribué.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2025 : article 20421, opération 1232 - Fonction 6312.

La présente Décision sera

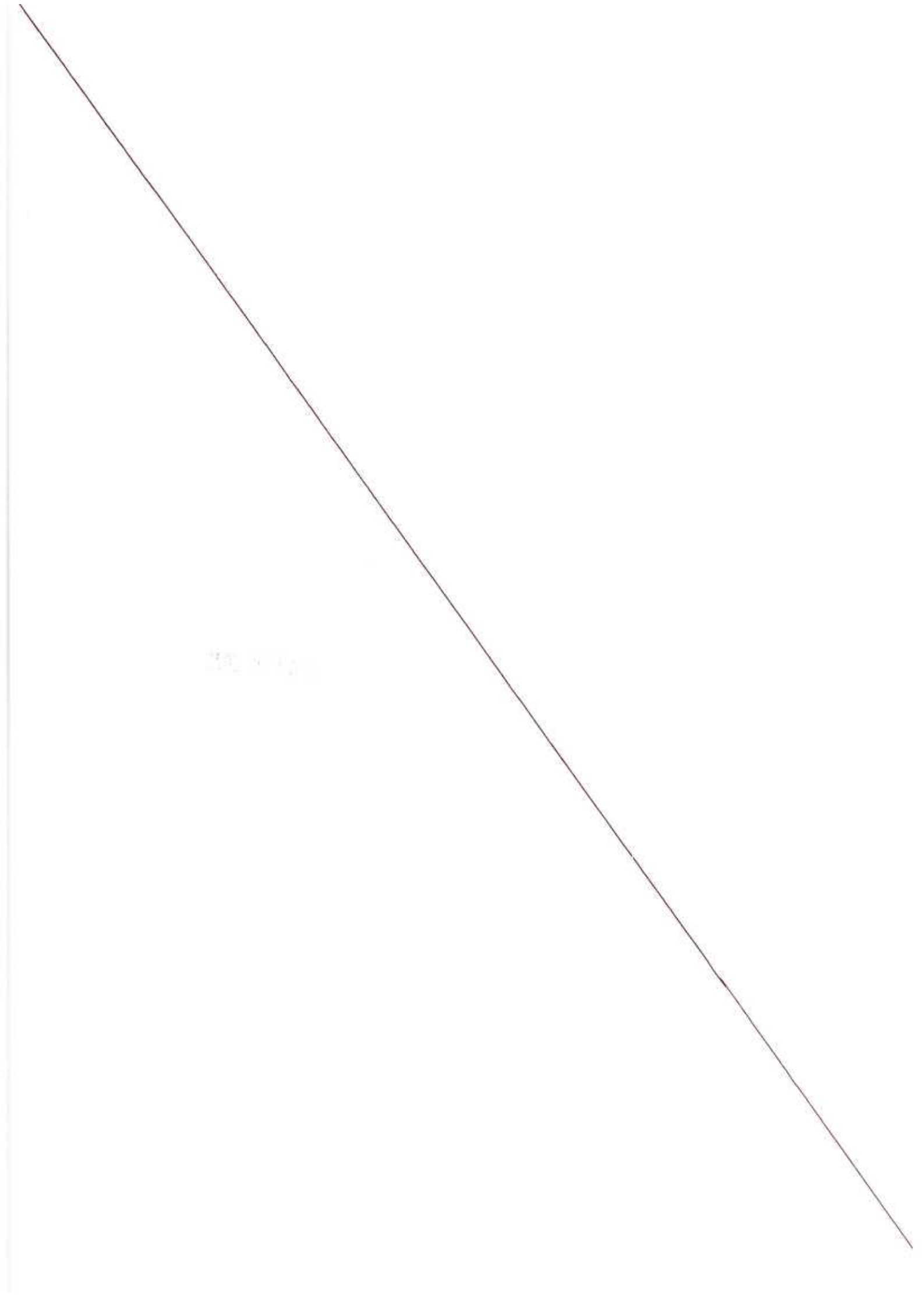
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION EN INVESTISSEMENT 2025

ASSOCIATION ASTREDHOR MEDITERRANEE

CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'UNE SALLE DE TENUE EN VASE A LA STATION DE HYERES

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à **TOULON**, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DP N° 25 /** en date du **2025**,

Ci-après désignée « **La Métropole** »,

ET

L'Association ASTREDHOR MEDITERRANEE, sise 727 avenue Alfred Décugis – 83400 HYERES, représenté par le Président du Conseil Territorial Méditerranée, **Monsieur Philippe COURBON**,

Ci-Après désignée « **L'Association** »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Un des buts essentiels D'ASTREDHOR MEDITERRANEE (ex SCRADH) consiste à soutenir l'horticulture, accroître le potentiel de production, différencier les produits, améliorer la qualité et réduire les coûts de production. Pour cela, il réalise des études et actions de recherche appliquées. L'équipe d'ASTREDHOR MEDITERRANEE veille à ce que les innovations développées à la station soient valorisées en entreprises et conduisent l'horticulture locale vers plus de compétitivité en respectant le cadre et l'environnement du territoire métropolitain.

Pour continuer à faire progresser la profession horticole, la station de recherche ASTREDHOR MEDITERRANEE conduit d'importants programmes permettant de repérer et d'évaluer de nouvelles gammes de fleurs coupées et rameaux décoratifs. Cela permet de disposer d'un matériel végétal performant pour une production maîtrisée et rentable dans les conditions climatiques actuelle changeantes. Cela permet aussi de s'adapter à la demande des marchés (dont la SICA MAF de Hyères) qui demandent toujours plus de diversification et d'innovation en matière de gammes et de calendriers de production.

Parmi les critères agronomiques pour juger les espèces candidates figure la durée de « tenue en vase ». Afin d'évaluer ce caractère dans des conditions normalisées les travaux étaient jusqu'à présent externalisés par la station. Or cette solution s'avère coûteuse et très peu pratique.

Pour optimiser la réalisation de ces essais de tenue en vase qui entrent dans le cadre des programmes d'expérimentation soutenus par TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, il paraît judicieux d'investir en construisant une salle de tenue en vase normalisée : ASTREDHOR sollicite une aide financière en investissement à hauteur de 13 750 € pour la Construction et l'équipement complet d'une salle climatique pour la tenue en vase.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole à la construction de l'équipement défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre la construction de l'équipement, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),

- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association ASTREDHOR MEDITERRANEE à hauteur de 13 750 euros pour la construction et l'équipement d'une salle de tenue en vase au sein de la station située à Hyères.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, article 20421 – opération 1232 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation de l'investissement porte sur 80 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **13 750 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **9 625 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **4 125 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier de l'investissement réalisé en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif de l'investissement ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Les factures acquittées liées à l'investissement signées par le Président et le Trésorier,
 - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact de l'investissement subventionné,

- Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation de l'investissement doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la concrétisation de l'investissement. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles de l'investissement.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour L'ASSOCIATION ASTREDHOR MEDITERRANEE</p> <p>Le Président du Conseil Territorial Méditerranée Philippe COURBON</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
---	---

ANNEXE I :

L'Association s'engage à la construction de l'équipement visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

Nouveaux produits, nouveaux procédés de production, adaptation au changement énergétique et climatique et aux nouvelles exigences tant environnementales que sociétales, l'horticulture est en perpétuelle mutation aussi elle nécessite toujours plus d'innovation et de recherches appliquées pour pouvoir s'adapter.

Pour continuer à faire progresser la profession horticole, la station de recherche ASTREDHOR MEDITERRANEE conduit d'importants programmes permettant de repérer et d'évaluer de nouvelles gammes de fleurs coupées et rameaux décoratifs. Cela permet de disposer d'un matériel végétal performant pour une production maîtrisée et rentable dans les conditions climatiques actuelle changeantes. Cela permet aussi de s'adapter à la demande des marchés (dont la SICA MAF de Hyères) qui demandent toujours plus de diversification et d'innovation en matière de gammes et de calendriers de production.

Parmi les critères agronomiques pour juger les espèces candidates figure la durée de « tenue en vase ». Afin d'évaluer ce caractère dans des conditions normalisées les travaux étaient jusqu'à présent externalisés par la station. Or cette solution s'avère coûteuse et très peu pratique.

Une salle de tenue en vase permet d'étudier en condition normalisées de lumière, température et humidité, le comportement d'un végétal en phase de post récolte ou de post production (fleurs/feuillages coupées ou plantes en pots). Il permet d'établir des références indispensables pour assurer la qualité des productions :

- Tenue en vase : Il s'agit de valider la variété ou la technique des nouveautés : pour rappel, une fleur doit tenir au moins 7 jours pour bénéficier du label français CQF (Charte Qualité Fleur)
- Stade de Récolte : à travers les différents stades d'évolution de la fleur jusqu'à sa fanaison, il s'agit de déterminer le stade optimal de récolte
- Conservation des fleurs /feuillages : permet le choix des solutions de traitement de l'eau (STE) les plus adaptées aux diverses espèces
- Tenue sur les points de vente.

Le protocole a été défini par l'INRA URIH (Antibes) :

- 1^{ère} : après récolte, 10 à 15 fleurs sont mises en chambre froide dans une STE (Solutions de traitement) pendant 24H
- 2^{ème} : puis vient une phase de transport à sec de 2 à 3 jours
- 3^{ème} les fleurs sont placées en chambre climatique pour l'essai de tenue qui dure 7 à 30 jours.

Le système actuel et ses défauts : actuellement la prestation « essais de tenue en vase » est externalisée à la salle climatique de l'INRA de Sophia Antipolis avec du personnel de la Chambre d'agriculture des Alpes Maritimes pour le suivi des tests.

Récoltées le lundi, elles ne sont mises en vase que le mercredi. Un mode de fonctionnement très peu performant et peu réactif par rapport aux besoins de références demandées par la profession.

De plus, les essais doivent coïncider avec la disponibilité de la salle et de l'unique personne chargée de réaliser les essais.

Enfin cette procédure s'avère très coûteuse pour ASTREDHOR qui doit payer chaque année pour l'entretien de la salle de tenue de l'INRA et la prestation de réalisation des tests. Le rapport coût efficacité n'est donc pas satisfaisant.

CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'UNE SALLE DE TENUE EN VASE EN 2025

La station dispose des compétences en matière d'innovation des gammes et des systèmes de production ainsi que celles concernant les essais post récolte/post production sur la tenue.

Il est ainsi proposé de monter une salle de tenue en vase dans la serre 8A (150 m²).

D'une surface de 15 m², cette salle disposera de fenêtres sur le côté afin de montrer les actions qui s'y déroulent (aspect pédagogique pour les apprenants et les futurs clients).

Les divers paramètres demandés seront contrôlés : humidité, température, lumière, durée du jour...

Plus d'efficacité à moindre coût :

- Plus de réactivité dans la programmation de la salle et des essais grâce à une gestion en interne
- Moins de temps perdu et moins de risques dans la réalisation des essais
- Des résultats directement accessibles
- Des charges de fonctionnement à la baisse.

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL EN INVESTISSEMENT 2025

<u>DEPENSES en €</u>		<u>RECETTES en €</u>	
MATERIEL			
Construction et équipement complet d'une salle climatique pour la tenue en vase	17 188.80 €	ASTREDHOR MEDITERRANEE (20%)	3 438.8 €
		TOULON PROVENCE MEDITERRANEE	13 750 €
TOTAL	17 188.8 €	TOTAL	17 188.8 €

La subvention de 13 750 € représente 80 % du total des produits :
 (montant attribué/total des produits) x 100.

ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions et l'investissement visés à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

Depuis 2021, et grâce au soutien de la Métropole, l'Econome a développé un projet de conserverie mobile pour transformer les surplus de producteurs directement sur leur exploitation. Les produits transformés en bocaux peuvent ensuite être commercialisés par les producteurs.

L'Économe mène également des actions pour limiter la précarité alimentaire en organisant des cueillettes solidaires, et en acheminant les surplus de fruits et légumes collectés sur des exploitations agricoles ou sur les marchés vers les associations caritatives locales à destination des bénéficiaires.

Fortement implantée sur l'aire toulonnaise et ses environs, l'Association compte 41 membres et travaille avec une quarantaine de producteurs sur le territoire (domaine de Fabrégas, ferme de Saint Augustin, ...). Ses bocaux sont revendus dans 8 points de vente partenaires, dont un sur TPM, à Hyères.

L'Association mène ses actions de sensibilisation en lien avec différentes associations locales, sur TPM, la Vallée du Gapeau, Provence verte, Cœur du Var et Méditerranée Porte des Maures.

En 2023, les résultats de l'Econome sont significatifs :

- ✓ 70 collectes solidaires, sur les marchés de Garéoult et Solliès-Pont principalement, mais aussi sur le marché de Brignoles (2) et chez des producteurs (5)
- ✓ 8,672 tonnes de fruits & légumes en surplus collectés (donnés ou valorisés en bocaux)
- ✓ 3,752 tonnes de produits redistribués aux associations d'aide alimentaire locales
- ✓ 4 associations bénéficiaires de dons alimentaires : Secours Populaire de Solliès-Pont, Banque Alimentaire de la Garde, Association La passerelle du Val d'Issole à Garéoult, et épicerie étudiante de la Garde
- ✓ 2 ateliers bocaux
- ✓ 41 animations de sensibilisation à l'alimentation durable et à la lutte contre le gaspillage alimentaire (1 326 personnes sensibilisées)
- ✓ 21 stands sur les foires et marchés locaux
- ✓ 15 buffets antigaspi organisés (activité de traiteur)
- ✓ 63 repas « Le Jardin » préparés (activité de traiteur).

En 2024, on compte :

- 24 cueillettes réalisées



- 2,175 tonnes de fruits et légumes collectés et redistribués ou transformés

- 5 associations d'aide alimentaire partenaires : La Fourmi'Hyères, Le Secours Catholique de Toulon, Le Secours Populaire de Solliès, les Restos du Coeur de La Garde et de la Seyne
- 1 partenariat avec la Banque Alimentaire de la Garde
- 8 producteurs et 1 particulier impliqués.

LES ACTIONS DE L'ECONOME EN 2025

En 2025, l'Econome compte poursuivre les actions de :

- Collecte d'invendus de marchés et de surplus de production et valorisation en bocaux ou en dons aux associations caritatives
- Sensibilisation à l'alimentation durable
- Cueillettes solidaires chez les producteurs locaux

Pour mener à bien ces actions, l'association sollicite un accompagnement financier de la Métropole pour 3 projets spécifiques, détaillés ci-dessous :

ACTION 1 : Poursuite de la mise en œuvre et de l'organisation des « cueillettes solidaires de l'Econome »

Il s'agit de poursuivre l'organisation de cueillettes solidaires lancées en 2024 avec le soutien technique et financier de la Métropole dans le cadre du PAT TPM et grâce à l'expertise de l'association Le Village qui a essaimé (financement ADEME) le projet de cueillettes initié à Cavaillon auprès de différentes associations, dont l'Econome.

Ces cueillettes consistent à récolter les surplus de production directement sur les exploitations agricoles, afin de les redistribuer aux associations d'aide alimentaire locales. Ainsi, ces cueillettes contribuent à lutter contre le gaspillage alimentaire, à lutter contre la précarité alimentaire, et sortir de l'isolement des bénéficiaires d'aide alimentaire, bénévoles, qui y participent.

En 2024, on compte plus de 2 tonnes de fruits et légumes collectés et redistribués et/ou transformés.

Pour 2025, l'Association va continuer à développer cette action, en associant notamment davantage de producteurs au projet, et en continuant d'animer le groupe WhatsApp permettant d'informer les associations de la tenue des cueillettes, et de recruter des bénévoles.

L'objectif pour 2025 est de réaliser une trentaine de cueillettes solidaires, et de collecter et redistribuer 2 à 3 tonnes de fruits et légumes.

En termes de financement, l'association sollicite un montant de 10 000€ en fonctionnement pour soutenir l'organisation de ces cueillettes sur le territoire (temps RH principalement). Un co-financement sera sollicité auprès du Département afin d'étendre les cueillettes aux territoires limitrophes de TPM (PAT Cœur du Var, Provence Verte, Méditerranée Porte des Maures).

ACTION 2 : Actions de sensibilisation dans le cadre du parcours d'accompagnement à l'alimentation durable du PAT TPM

L'Association l'Econome met en œuvre des actions de sensibilisation à l'alimentation durable depuis 2018, et notamment auprès de publics scolaires et possède une réelle expertise.

Un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) a été lancé début janvier par la Métropole dans le cadre du PAT TPM pour identifier les associations en mesure de participer à ce parcours de sensibilisation. L'Econome a répondu à cet AMI.

En 2025, le PAT TPM met en place un parcours de sensibilisation « En chemin vers l'alimentation durable » à destination des scolaires. Ce parcours vise à sensibiliser les enfants « de la graine au compost », en proposant des visites de ferme, des ateliers cuisine, des visites de cuisine centrale, des ateliers sur la santé, des pesées du gaspillage alimentaire dans les cantines, ou encore des visites de site de compostage et/ou de recyclage



Dans ce cadre, L'Association souhaite mettre en place des ateliers cuisine « antigaspi » et/ou des ateliers de sensibilisation à l'économie circulaire et au recyclage. L'Econome propose de mettre en place deux ateliers par école, pour 3 à 4 écoles sur l'est du territoire de TPM, soit 6 à 8 ateliers au total. Ces ateliers s'adresseraient à une classe par école, soit autour de 25 participants par atelier.

ACTION 3 : Création d'une cuisine pédagogique

En 2025, l'Association projette d'investir dans une cuisine pédagogique collective. L'objectif est d'organiser des ateliers cuisine avec des personnes bénéficiaires de l'aide alimentaire, et de transformer une partie des produits collectés durant les cueillettes solidaires.

En 2024, une expérimentation a été réalisée avec succès dans « La Conserverie Mobile de L'économe ». Cependant, la conserverie mobile, de 9m², ne peut accueillir que 3 personnes. Un espace plus grand est nécessaire pour organiser des ateliers accueillant une dizaine de personnes.



Cette cuisine sera aménagée dans le local de 20m² mis à disposition de l'Econome par l'Association « Le Jardin » à La Garde, déjà partiellement équipé et pourvu d'un accès à l'eau et à l'électricité.

Ainsi il s'agit de compléter l'équipement de la cuisine avec :

- la mise aux normes de la cuisine (réfaction des sols et des murs par du carrelage)
- la mise aux normes d'hygiène
- l'achat de mobilier et matériel en inox
- l'achat de matériel de découpe, de cuisson et de stockage d'ustensiles de cuisine.

ANNEXE II

BUDGET PREVISIONNEL 2025 GLOBAL DE L'ASSOCIATION

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	17 000	Produits / Prestations	68 000
		Prestations de service	22 000
		Vente de produits et marchandises	46 000
Services extérieurs	7 500	Subventions d'exploitation	61 000
Entretien, réparation	2 500	Etat	5 000
Location	3 600	Conseil départemental du Var	20 000
Prestations diverses	1 400	Communes et Communautés de Communes	33 500
Autres services extérieurs	11 500	- Métropole TPM – PAT : 22 500	
Rémunérations d'intermédiaires	6 000	- Autres collectivités : 11 000	
Déplacements, missions	4 500	(notamment Ville de Toulon – cités éducatives)	2 500
Frais postaux et télécommunications	220	Autres subventions	
Autres services extérieurs	780	Autres produits de gestion courante	400
Impôts et taxes	800	Cotisations	400
Charges de personnel	85 500		
Autres charges de gestion	200		
Charges financières	6 900		
Dotation aux amortissements	20 450	Reprise sur amortissements et provisions	20 450
TOTAL dépenses	149 850	TOTAL recettes	149 850

La subvention de 13 000 € représente 8,67 % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.